

Un nouveau tournant

par Marcel GREGOIRE,
Président de l'Institut belge de science politique.

★

A nos membres qui nous renouvellent si fidèlement leur adhésion, aux entreprises du secteur public comme du secteur privé qui nous apportent leur aide et leur encouragement, nous croyons devoir faire un rapport sur les nouvelles activités de l'Institut belge de science politique.

Celui-ci, on le sait, débuta fort modestement. Peu de personnes s'intéressaient, en Belgique, à ce pourquoi il avait été fondé ; il ne disposait ni de membres, ni de crédits et, moins encore, de chercheurs. Il lui fallut d'abord attirer et retenir l'attention sur une science qui, jusqu'alors, ne disposait encore d'aucune chaire ; il réussit ensuite, grâce à de nombreux et d'obscurs dévouements, à grouper des compétences pour parler, entre elles et sous son patronage, des objets de leur spécialité. Les sujets les plus actuels, voire les plus brûlants, furent ainsi abordés : l'indépendance du Congo, le fédéralisme, les rapports entre Flamands et Wallons, la défense nationale, le syndicalisme, etc. Le grand public cultivé témoigna de son intérêt pour les questions ainsi traitées ; elles le furent, par ailleurs, sans aucun apriorisme, en sorte que l'Institut a le privilège, et il y tient beaucoup, de rester un des rares endroits où, en Belgique, toutes les opinions et toutes les tendances peuvent s'affronter ; certaines joutes furent parfois vives, jamais elles ne cessèrent d'être courtoises.

L'Institut a pu ainsi jouer, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur, un rôle d'information auquel contribua considérablement la revue qu'il réussit à créer. *Res Publica* est maintenant citée dans le monde entier ; malgré ses insuffisances et ses imperfections, elle fournit sur la Belgique politique des renseignements dont notre pays n'est pas prodigue. Récemment, au cours d'une réunion tenue à l'Institut, un professeur de l'Université d'Oregon (EUA) rappelait que l'Américain moyen connaît très peu et fort mal la vie politique contemporaine

des pays de petite dimension. En ce qui nous concerne plus spécialement, les communes du Moyen Age sont mieux connues aux Etats-Unis que la Belgique actuelle. Et de citer un passage des *Mémoires de M. Oliver Lyttleton* qui était *Minister of Supply* dans le gouvernement Churchill 1940-1945. Au cours d'une conversation qu'il eut un soir de 1942-1943 avec le Président Roosevelt, celui-ci voulut lui expliquer les problèmes que poseraient, au lendemain de la libération, les rapports Flamands-Wallons. Il affirma que les Wallons parlaient une espèce de bas-allemand et il imaginait d'ériger les deux peuples en deux Etats séparés : *Flamingia* et *Wallonia*, le Grand-Duché de Luxembourg devant être rattaché à *Flamingia*. D'aussi grossières erreurs ne peuvent s'expliquer que par le trop petit nombre d'études descriptives et objectives sur les origines, le fonctionnement et la situation actuelle de notre système politique.

C'est à combler cette lacune que, plus systématiquement et plus scientifiquement qu'autrefois, l'Institut belge de science politique va désormais s'attacher.

Il n'abandonnera certes pas les méthodes qui lui ont valu les faveurs de tant d'auditeurs. Deux colloques, par exemple, sont prévus au cours du premier trimestre de l'année 1965. Le premier aura pour sujet la crise du parlementarisme en Belgique ; l'autre aura lieu le 27 février et traitera, d'une part, de la fusion des institutions européennes et de la coordination des traités européens, d'autre part, de la situation du charbon dans le contexte communautaire et des efforts vers une politique européenne.

Par ailleurs, l'Institut continuera à organiser des conférences. Mais, d'une part, elles seront moins

nombreuses. C'est ainsi que, dans la première partie de l'année 1965, nous entendrons, en français, le 13 janvier, M. Michel Drancourt (Technocratie et politique); le 3 février, M. le Pasteur Boegner (Œcuménisme catholique et œcuménisme protestant); le 3 mars, M. Aoussou Koffi (Les problèmes politiques de la Côte d'Ivoire); le 7 ou le 14 avril, M. Edgar Faure (URSS, Chine et OTAN). De son côté, la section néerlandaise a invité le professeur H. Daalder, lequel exposera le 10 février la politique de la Hollande et le professeur J.A.A. Van Doorn lequel parlera de la politique et l'armée le 10 mars 1965.

D'autre part, imitant l'exemple de la section néerlandaise, qui depuis deux ans déjà donne ses conférences à Bruxelles et à Anvers, la section française va « essaimer » en Wallonie : en mars, M. Bergeron parlera à Liège de la politique syndicale en France, tandis qu'en mai, à Mons, M. Barre traitera de « syndicalisme, politique des revenus et croissance économique ».

Nous allons étendre autrement encore notre mission d'information et de formation. L'Institut publiera désormais des « Cahiers de documentation » à l'usage du personnel enseignant et des élèves de l'enseignement normal et moyen. Plus que tout autre, en effet, le régime démocratique est à base d'éducation ; plus il se complique et plus le citoyen doit être à même d'en connaître les rouages et d'exercer, avec intelligence et compétence, son esprit critique. Encore faut-il, dès l'école, lui fournir les rudiments indispensables.

Quatre premiers Cahiers vont ainsi, prochainement, voir le jour. Cahier n° 1 : le Parlement ; cahier n° 2 : les Elections ; cahier n° 3 : les régimes politiques ; cahier n° 4 : anthologie politique. Chaque Cahier comportera une trentaine de pages et comprendra une vingtaine de planches, photographies et graphiques. Chaque Cahier aura une double impression : une en français, l'autre en néerlandais.

*
**

Par ailleurs, la recherche en profondeur va pouvoir être abordée plus systématiquement.

Nous avons inauguré une recension exhaustive de la littérature politique belge et un inventaire des principaux événements : nous nous efforcerons d'en perfectionner la chronique.

Nous avons mis en place l'équipe chargée d'étudier les prochaines élections législatives.

Nous avons terminé, avec l'aide combien précieuse du Ministère de l'Education nationale et de nombreuses administrations communales, une enquête fort importante sur « La jeunesse et la politique ». Nous en publierons prochainement les résultats, de nature à renverser bien des idées en cours. Nous nous efforcerons d'en tirer d'autres leçons. A cet effet, une équipe de recherche qui a été mise en place, pourra bénéficier de la précieuse expérience d'un spécialiste étranger.

Nous avons chargé un jeune professeur d'une étude fort importante sur les constantes et les variantes du socialisme en Belgique et les caractéristiques belges du socialisme, telles qu'elles apparaissent dans les doctrines des théoriciens et les réalisations des hommes d'action.

Nous sommes en train d'élaborer un programme de recherches à long terme sur les partis politiques belges. Quatre chercheurs ont, dès à présent, été engagés : M^{me} Glansdorff (Bruxelles), MM. Vanoudenhove (Gand), Goblet (Liège) et Palm (Louvain). Il s'agit d'un vaste travail, destiné à s'étendre sur plusieurs années, et à l'occasion duquel nous avons mis en place un Conseil scientifique. Celui-ci, pour l'instant, se compose de MM. J. Aubert, J. Bartier, J. Buchmann, V. Crabbe, J. De Meyer, Ch. Goossens, H. Haag et J. Luyckx, en sorte que les quatre Universités s'y trouvent représentées. Il sera vraisemblablement complété par la suite. En tout cas, outre l'aide précieuse qu'il apporte à l'Institut, il assure la coordination entre les travaux de celui-ci et ceux entamés par les différents centres universitaires, en général fort actifs. Il est clair que l'Institut entretient avec ces centres, comme avec le CRISP, des rapports plus que cordiaux et dont il souhaite qu'ils aillent se développant.

L'Institut, enfin, a organisé le 2 septembre dernier une réunion d'information, à laquelle assistaient notamment des politologues des EUA, de France et des Pays-Bas, destinée à faire le point sur l'état des travaux scientifiques dans le domaine de la science politique en Belgique. Quoique rapidement mise sur pied, elle fut à ce point bénéfique qu'il a été décidé de la renouveler chaque année, mais à une époque qui conviendrait mieux aux exigences de la vie universitaire. Dans le même ordre d'idées,

les délégués de la Fondation nationale des Sciences politiques de Paris rendront cette année, à Bruxelles, la visite qu'avaient faite, à Paris, des représentants de l'Institut.

*
**

Est-ce là tout ? Certes non. Il ne s'est agi, dans les lignes qui précèdent, que du programme exécuté ou en cours de réalisation. Mais nous avons d'autres projets, dont je me propose d'entretenir nos membres quand ils auront pris une forme définitive. Il me faut cependant leur annoncer que, très prochainement, l'Institut changera de « visage » : d'association sans but lucratif qu'il est actuellement, il deviendra, avec l'accord de M. le Ministre de la Justice — qu'il en soit ici remercié — un établissement d'utilité publique. Cette forme juridique sera mieux en rapport avec le rôle qu'il joue et la mission qu'il a l'ambition d'exercer.

Il me reste, avant de terminer, l'agréable devoir d'exprimer mes remerciements. Au Ministère de l'Education Nationale et à la Fondation Universitaire, dont l'aide efficace nous est infiniment précieuse ; aux entreprises du secteur public et du secteur privé, dont les interventions constituent pour nous un inappréciable encouragement ; à nos administrateurs, dont beaucoup n'hésitent pas à prendre sur un horaire exceptionnellement chargé

pour assurer la gestion de l'Institut ; aux membres du Conseil scientifique, dont la collaboration s'annonce dès à présent féconde ; au directeur de Res Publica et à son rédacteur en chef qui remplit avec honneur une tâche souvent ingrate ; à la cheville ouvrière de l'Institut, M. Philippart, sans qui l'Institut ne serait pas ce qu'il est, qui suit en cela l'exemple que lui avait donné M. Crabbe et qui sera imité, j'en suis sûr, par le second secrétaire général récemment désigné, M. Dewachter, continuateur du dynamique M. Claes ; à nos chers membres enfin qui, par leur nombre, inhabituel pour un petit pays comme le nôtre, témoignent de leur intérêt pour nos activités et, du même coup, nous encouragent à y persévérer.

*
**

Puis-je leur adresser une dernière demande ?

L'Institut et particulièrement sa revue ne pénètrent pas assez dans les milieux de jeunes. Or, c'est là l'avenir ; ce sont les jeunes qui remodeleront nos institutions et donneront au pays son futur visage. Chacun de nos membres n'accepterait-il pas, dès lors, d'abonner à notre revue, ne fut-ce que pour une année, un fils, un neveu, un ami (et ceci peut se répéter au féminin, cela va sans dire...) à qui il veut du bien. Il y suffirait de 250 francs : avouez que c'est pour rien...

